

Duncan Hallas

Vers un parti socialiste révolutionnaire

1971

Les événements des 40 dernières années ont considérablement isolé la tradition socialiste révolutionnaire des classes ouvrières occidentales. Le premier problème qui se pose est de l'y ré-enraciner. Les nombreuses luttes partielles concernant les salaires, les conditions de travail, les logements, les loyers, l'éducation, la santé, etc. doivent être coordonnées et unifiées au sein d'un mouvement dynamique, cohérent, construit autour d'une stratégie pour la transformation de la société.

En termes humains, il faut créer une couche organisée de milliers de travailleurs, unis dans l'action et dans l'esprit, fermement enracinés parmi leurs camarades travailleurs et partageant la conscience de la nécessité du socialisme et de la façon de l'obtenir. Ou plutôt, il faut la recréer. Car une telle organisation existait dans les années 1920 en Grande-Bretagne et internationalement. Sa désintégration, d'abord par le stalinisme puis par une complexe interaction du stalinisme, du fascisme et du néo-réformisme, a réduit cette tradition au statut de croyance marginale. Au moment où elle ré-émerge de cet état, d'anciens débats reprennent vie. La nature de l'organisation socialiste redevient une question centrale.

Qu'une organisation socialiste soit nécessaire, tout monde s'accorde là-dessus à gauche, quelques anarchistes purs et durs mis à part. Mais quelle sorte d'organisation ? Les vues les plus répandues parmi les couches de jeunes travailleurs ou d'étudiants radicalisés sont plus ou moins libertaires. En réalité, ce terme est un fourre-tout qui couvre une kyrielle de tendances différentes. Pour l'essentiel, ce qu'elles ont en commun, c'est leur hostilité à toute forme d'activité centralisée et coordonnée et une profonde méfiance à l'encontre de tout ce qui ressemble de près ou de loin à une « direction ». D'après ce point de vue, on n'aurait besoin de rien de plus que d'une fédération lâche de groupes d'activistes. On suppose en fait que les organisations centralisées sont inévitablement vouées à la dégénérescence bureaucratique et que les actions spontanées des travailleurs sont la base unique et suffisante pour arriver au socialisme.

Au premier abord, les preuves en faveur de cette supposition sont impressionnantes. Les partis sociaux-démocrates du début du 20^{ème} siècle sont un cas d'école. La social-démocratie allemande a servi d'exemple à Robert Michels lorsqu'il écrivit sur « la loi d'airain de l'oligarchie ». Les partis communistes qui avaient été fondés pour arracher les travailleurs politiquement conscients à l'influence des partis sociaux-démocrates conservateurs ont atteint, à leur tour, des niveaux de bureaucratisation et d'autoritarisme inimaginables avant eux dans une organisation ouvrière. De plus, les organisations de masse des travailleurs, les syndicats, sont devenus partout synonymes de bureaucratie, indépendamment, semble-t-il, des allégeances politiques de leur direction.

A partir de cette sorte de preuves, certains libertaires tirent la conclusion qu'un parti révolutionnaire est une contradiction dans les termes. C'est là, bien sûr, la position classique de l'anarcho-syndicalisme. Plus souvent, on admet que, moyennant des circonstances favorables, un parti puisse éviter de succomber aux charmes de l'institutionnalisation. Cependant, ajoute-t-on souvent, un tel parti bureaucratifié par définition, contient inévitablement dans sa structure l'embryon d'un nouveau groupe dirigeant qui créera, s'il arrive au pouvoir, une nouvelle société d'exploitation. L'expérience de l'exercice du pouvoir par les partis staliniens est ici utilisée comme preuve.

Pour l'essentiel, l'aspect plausible de ces idées repose sur leur caractère hautement abstrait et donc universel. Il serait injuste de les comparer avec les théories actuellement à la mode de la sociobiologie, mais on trouve une certaine similitude dans leur aspect psychologiquement séduisant. Des auteurs comme Morris et Ardrey se tirent aisément de la difficile tâche d'analyse des sociétés et des conflits existants en déduisant d'une nature humaine (ou animale) supposée invariable l'inévitabilité de ceci ou de cela. De la même façon, une grande partie de la pensée libertaire part d'idées très générales sur les méfaits de l'organisation formelle pour en arriver à des conclusions hautement spécifiques sans avoir à fournir beaucoup d'efforts pour enquêter sur le développement réel des événements. Le stalinisme est ainsi considéré comme le résultat inévitable de l'attrait de Lénine pour les partis centralisés. Quelques notions générales, quelques « vérités » supposées universelles dont on peut faire le tour en une demi-heure deviennent un substitut à un équipement théorique réel. Puisque le monde est un endroit très compliqué, il est très rassurant d'avoir à sa disposition les ingrédients d'une théorie sociale lyophilisée. Malheureusement, c'est aussi très trompeur.

L'équation « organisation centralisée = bureaucratie = dégénérescence » n'est en fait qu'une version laïque du mythe du Péché Originel. Comme son ancêtre, elle conduit à des conclusions profondément réactionnaires. Car ce que l'on veut dire par là, en vérité, c'est que les travailleurs sont incapables de contrôler démocratiquement leurs propres organisations. Affirmer, sous prétexte que cela s'est révélé exact dans beaucoup de cas, que c'est inévitablement et nécessairement toujours vrai, revient à dire que le socialisme est impossible parce que la démocratie, dans le sens littéral du terme, est impossible.

C'est précisément la conclusion à laquelle étaient arrivés les théoriciens socialistes dits « néo-machiavéliens » au début du 20^{ème} siècle et qui se trouve profondément enracinée dans la sociologie universitaire moderne. Ce genre d'idées est à la base des théories de la social-démocratie moderne telle qu'elle existe aujourd'hui. Bien sûr, les libertaires refusent ces conclusions. L'essence de leur position c'est le refus du vieux cliché selon lequel il y aura toujours des masses et des élites, des chefs et des subordonnés, des dirigeants et des dirigés. Cependant leur approche quant aux

questions organisationnelles contient implicitement les conclusions opposées pour la bonne et simple raison que les organisations formalisées sont des caractéristiques essentielles de toute société complexe.

En fait, il ne peut y avoir de discussion utile sur les problèmes de l'organisation socialiste si l'on en reste au niveau des généralités « universelles ». Les organisations n'existent pas dans le vide. Elles sont composées de gens réels dans des circonstances historiques spécifiques, qui essaient de résoudre des problèmes réels à partir d'un nombre limité d'options qui leurs sont offertes. Ne pas prendre en compte ces considérations, somme toute évidentes, rend la discussion stérile. C'est particulièrement le cas dans les débats sur l'origine du stalinisme.

L'idée que le bolchevisme est le père du stalinisme est une profession de foi chez les libertaires. C'est aussi l'opinion de la plupart des auteurs sociaux-démocrates, des progressistes et même des gens de droite, et bien sûr, dans la mesure strictement formelle où la bureaucratie stalinienne a émergé du parti bolchevik, c'est incontestable. Mais une fois que l'on a dit ça, on n'a rien dit. De la même façon on pourrait dire que Jésus Christ fut le père de l'Inquisition espagnole et Abraham Lincoln celui de l'impérialisme américain. Mais on espère bien que personne n' imagine tirer quelque conclusion utile que ce soit de ce genre de constatation. La vraie question, c'est comment et pourquoi le stalinisme a émergé et quel fut le rôle, si tant est qu'elle en ait eu un, qu'a joué la structure du parti bolchevik dans ce processus.

La façon dont Daniel Cohn-Bendit traite la question dans son livre *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* est instructive. Il essaie de montrer que le parti bolchevik « fut un frein de la lutte des masses de février à octobre 1917, mais (...) il joua par contre un rôle déterminant dans la dégénérescence de la Révolution en contre-révolution bureaucratique, et ceci, dans l'un et l'autre cas, de par sa nature, sa structure et son idéologie ».

Le premier point ne nous intéresse pas pour le moment et sera discuté plus tard. Le second est démontré à l'aide de citations convenablement sélectionnées afin de démontrer les mauvaises intentions de Lénine et Trotsky. Il est montré, ce qui est exact, que Lénine fut, en 1917, en faveur de la direction des entreprises par des comités de travailleurs élus et qu'en 1918 il milita fortement pour leur direction par un seul homme, que Trotsky en 1920 appela à la militarisation du travail et que l'écrasement de la révolte de Cronstadt en 1921 fut un moment clef du processus qui conduisit les travailleurs à perdre le pouvoir. Ce qui est vraiment frappant dans la description de ces événements par Cohn-Bendit, c'est son omission complète de toute prise en compte des circonstances dans lesquelles ils se sont déroulés. Les ravages de la guerre civile, la ruine de l'industrie russe, la désintégration effective de la classe ouvrière russe, tout cela, apparemment, n'eut aucune influence sur leur dénouement. Il est exact, reconnaît-il en passant, que la Russie était un pays arriéré qui fut isolé par l'échec de la révolution allemande, mais, nous dit-il, « ces facteurs généraux (...) n'expliquent nullement la spécificité de l'échec de la révolution russe ».

D'habitude on admet au moins qu'il existe d'une façon ou d'une autre un lien entre le type, le niveau de la production des nécessités vitales et le genre d'organisation sociale qui est possibles à un stade donné de développement. Il est sans aucun doute très dommage qu'il doive en être ainsi. Si ce n'était pas le cas, l'humanité aurait pu sauter directement de l'âge de pierre au socialisme.

Si, cependant, on accepte le fait qu'une des conditions nécessaires au socialisme est une industrie assez développée, avec une productivité élevée du travail, alors certains des « facteurs généraux » si légèrement réfutés par Cohn-Bendit doivent acquérir une certaine importance. La Russie, au moment de la révolution, n'était pas seulement un pays arriéré. Comparée aux pays capitalistes développés de l'époque, c'était un pays vraiment très arriéré. Plus de 80 % de la population était toujours occupée à labourer la terre, le même chiffre en Grande-Bretagne était de 4,5 % de la population active. L'économiste Colin Clark a estimé que le revenu réel par tête et par actif était de 306 unités dans la Russie de 1913. En Grande-Bretagne, il était de 1 071 unités. En fait, selon les calculs de Colin Clark, il était de 370 unités dès 1688 en Grande-Bretagne, plus élevé que pour la Russie de 1913. Ce genre de descriptions contient sans aucun doute une grande marge d'erreur, mais même en mettant les choses au mieux, les perspectives d'une transition immédiate vers une société non-coercitive étaient faibles dans la Russie du début du 20^{ème} siècle. Il est exact que l'homme ne vit pas que de pain, l'héritage culturel est également important. Et l'héritage culturel de la Russie, c'était la barbarie tsariste. De façon assez peu surprenante, aucune tendance dans le mouvement marxiste d'avant la révolution ne considérait que le socialisme était à l'ordre du jour dans une Russie isolée, bien que cette illusion, il est vrai, fut entretenue par les Narodniks (Populistes).

Et pourtant, le niveau économique de 1913, tout misérable qu'il fut, représentait l'abondance comparé à ce qui allait venir. La guerre mondiale, la guerre civile, et l'intervention étrangère ébranlèrent l'appareil productif de fond en comble. En mai 1919, la fourniture de fuel à l'industrie russe fut réduite à 10 % de son niveau normal¹. A la fin de cette année, 79 % du réseau ferroviaire était inutilisable – et ceci dans un pays gigantesque où le transport motorisé n'existait quasiment pas. A la fin de 1920, la production de l'ensemble des biens manufacturés était tombée à 12,9 % de son niveau de 1913.

L'effet sur la classe ouvrière fut catastrophique. Dès le mois de décembre 1918, le nombre de travailleurs à Petrograd n'était que la moitié de ce qu'il était deux ans auparavant. En décembre 1920, cette ville avait perdu 57,5 % de sa population totale. Au cours de ces trois années, Moscou perdit 44,5 % de sa population.

Le nombre de travailleurs industriels était de plus de 3 millions en 1917. En 1921 il était tombé à un million et

1 Ce chiffre et ceux qui suivent sont tirés de *The Bolshevik Revolution*, Vol. 2, E. H. Carr.

250 000. La classe ouvrière russe était en train de disparaître dans la campagne pour éviter de mourir littéralement de faim. Et quelle campagne ! La guerre, la famine, le typhus, imposaient des réquisitions militaires tant par les rouges que par les blancs ; des biens manufacturés aussi simples que les allumettes, la paraffine avaient disparu – telle était la réalité de la Russie en 1920-1921. Selon Trotsky, on rapporta même des cas de cannibalisme dans plusieurs provinces.

Dans ces conditions désespérées, le Parti bolchevik en arriva à substituer son propre pouvoir à celui d'une classe ouvrière décimée, épuisée et qui n'était elle-même qu'une toute petite section de la population. Au sein même du parti, l'appareil des permanents se développait à plein et excluait de plus en plus les membres de tout contrôle. Tout ceci est incontestable, mais il semble raisonnable de supposer que la situation réelle eut plus d'influence sur ces développements que « la nature du parti, de sa structure et de son idéologie ». Et en fait, le régime institué par le parti fut étonnamment libéral au cours de cette période.

Victor Serge, un communiste très influencé par les idées libertaires, témoin oculaire et actif, nous a fourni le résumé le plus nuancé sur cette question : « on dit souvent que 'le germe de tout le stalinisme était présent dès le début dans le bolchevisme'. Bien, je n'ai pas d'objection. Seulement, le Bolchevisme contenait aussi une multitude d'autres germes – une énorme quantité d'autres germes - et ceux qui vécurent l'enthousiasme des premières années de la révolution victorieuse ne devraient pas l'oublier. Juger l'homme vivant d'après les germes que l'autopsie révèle dans son cadavre – et qu'il peut très bien avoir porté depuis sa naissance – tout cela est-il très raisonnable ? ». Étant donnée l'arriération de la Russie, la question de savoir quels germes allaient prospérer et quels germes allaient s'atrophier, quel dénouement allait effectivement se matérialiser, dépendait avant tout de la situation internationale.

La prise du pouvoir par les bolcheviks eut lieu dans le contexte d'une révolution européenne. Ce mouvement révolutionnaire se montra assez fort pour renverser le Kaiser allemand, l'Empereur d'Autriche et le Sultan de Turquie de même que le Tsar de Russie. Il s'avéra assez fort, aidé bien sûr en cela par les rivalités entre les grandes puissances restantes, pour empêcher des interventions étrangères de renverser le régime soviétique. Mais ce mouvement fut avorté ou écrasé avant la transition critique, l'établissement d'un pouvoir ouvrier dans un ou deux pays avancés. L'incapacité de la révolution allemande en 1918-19 à dépasser le stade de la république démocratique semble, rétrospectivement, décisif. La défaite des spartakistes scella le sort du pouvoir ouvrier en Russie, car seule une aide économique substantielle venue d'un pays avancé, en pratique d'une Allemagne socialiste, aurait pu empêcher la désintégration de la classe ouvrière russe.

Le dénouement final, la transition de ce que Lénine qualifia, en 1921 d'État « ouvrier et paysan, bureaucratiquement déformé » en un capitalisme d'État totalitaire, fut lui-même long et complexe. Ce qui est utile pour cette discussion c'est qu'un des aspects essentiels de ce processus fut la destruction de toutes les tendances et factions du parti bolchevik. Il ne suffisait pas à la contre-révolution de liquider les différentes oppositions de gauche et de droite. Le parti était si mal adapté pour jouer « un rôle déterminant dans la dégénérescence de la Révolution en contre-révolution bureaucratique » que l'essentiel des premiers cadres staliniens durent eux aussi être éliminés avant que la nouvelle classe dirigeante ne puisse établir son pouvoir.

En 1934, année du 17^{ème} congrès, toute opposition au sein du parti avait été supprimée depuis longtemps. Mais le sort des délégués à ce congrès, staliniens jusqu'au dernier, fut révélé par Khrouchtchev en 1956. « Sur 1966 délégués, 1108 furent arrêtés (...) sur les 139 membres et candidats du comité central du parti élus au congrès, 98 – c'est à dire 70 % - furent arrêtés et fusillés ». Bref, la vaste majorité de ceux qui, de près ou de loin, avaient un enracinement quelconque dans le passé bolchevik – 80 % des délégués du 17^{ème} congrès avaient rejoint le parti avant 1921 – furent éliminés et remplacés par un personnel nouveau, non « contaminé » par quelque lien que ce soit avec le mouvement ouvrier.

Ces événements, qui ont eu une importance si profonde et durable, sont des faits d'un tout ordre de grandeur en importance que les déficiences, réelles ou supposées, de la pratique organisationnelle des bolcheviks. Ne pas l'admettre signifie tomber dans cet extrême volontarisme que les libertaires partagent avec les maoïstes.

Cela ne veut pas dire que la vérité suprême en matière d'organisation doit être trouvée dans le modèle bolchevik. Dans les conditions du vieux capitalisme de la fin du 20^{ème} siècle, les discussions pour ou contre les positions de Lénine en 1903 ne sont pas tant fausses ou justes qu'inutiles. La religion du « parti d'avant-garde », que l'on trouve chez certains maoïstes et sectes trotskistes, n'est que le revers de la médaille libertaire. Toutes ces pratiques sont basées sur une vision hautement abstraite et trompeuse de la réalité.

Ce qui est véritablement en question ici, c'est la validité de l'analogie. Il est clair que n'importe quel parti socialiste substantiellement révolutionnaire constitue, d'une façon ou d'une autre, une « avant-garde ». Mais l'idée que le concept est élitiste n'a pas de sens. L'essence de l'élitisme, c'est l'affirmation que les différences que l'on constate dans les capacités, la conscience et l'expérience, trouvent leur source dans des conditions génétiques ou sociales inaltérables et que la grande masse des gens est incapable, aujourd'hui ou dans le futur de s'autogouverner. Refuser l'élitisme implique de considérer que les différences que l'on constate sont entièrement ou partiellement attribuables à des causes que l'on peut changer. Cela ne signifie pas nier ces différences.

La véritable objection que l'on peut opposer à ceux qui exagèrent la notion de « parti d'avant-garde », c'est qu'elle fait souvent partie d'une vision du monde obsolète qui détourne l'attention des problèmes contemporains et conduit,

dans certains cas extrêmes, à une fausse conscience systématique, une idéologie dans le plus strict sens marxien du terme.

Une avant-garde signifie un groupe principal de gens, avançant tous grosso modo dans la même direction et partageant une vision du monde et des aspirations communes.

Par exemple, quand Trotsky décrivait le Parti communiste allemand des années 1920 et du début des années 1930 comme l'avant-garde de la classe ouvrière allemande, c'était certainement là une caractérisation exacte. Non seulement ce parti comptait dans son quart de million de membres les éléments les plus éclairés, les plus énergiques et confiants de la classe ouvrière allemande, mais il opérait au sein d'une classe ouvrière qui avait absorbé, dans sa vaste majorité, les idées marxistes de base et qui affrontait, surtout après 1929, une crise sociale en train de s'aggraver et qui ne pouvait être résolue dans le cadre de la République de Weimar.

Dans cette situation, les actions du parti étaient d'une importance décisive. Ce qu'il fit ou échoua à faire devait influencer tout le cours ultérieur de l'histoire de l'Europe et du monde. Les dures polémiques des groupes oppositionnels de communistes à l'époque étaient entièrement justifiées et nécessaires. Dans ces circonstances, l'avant-garde était effectivement décisive. Pour reprendre la métaphore spectaculaire de Trotsky, tirer la manette de l'aiguillage pouvait changer la route de l'entier et énorme train du mouvement ouvrier allemand.

Aujourd'hui, les circonstances sont différentes. Il n'y a pas de train. Il existe une nouvelle génération de travailleurs capables et énergiques mais ils ne font plus partie d'un mouvement cohérent et ils ne travaillent plus dans un milieu où les idées marxistes sont répandues. Nous nous retrouvons à notre point de départ. Non seulement l'avant-garde, dans le sens réel d'une couche conséquente de travailleurs et d'intellectuels révolutionnaires organisés, a été détruite, mais l'environnement, la tradition qui lui donnait son influence, l'a été aussi. En Grande-Bretagne, cette tradition ne fut jamais aussi répandue qu'en France et en Allemagne, mais elle était réelle aux premiers temps du Parti communiste.

Le problème crucial est comment développer le processus déjà commencé qui mènera à sa reconstruction. Il est peut-être vrai, comme l'écrivait Gramsci, qu'il est plus difficile de créer des généraux qu'une armée. Il est certainement vrai que des généraux sans armée sont parfaitement inutiles, en supposant même que l'on puisse les former dans le vide. En fait, l'avant-gardisme, dans sa forme extrême, n'est qu'une perversion idéaliste du marxisme qui conduit à une vision moraliste de la lutte des classes. Les travailleurs sont considérés comme une masse de chiens tirant sur leur laisse, toujours prêts à se battre, mais toujours trahis par des dirigeants corrompus et réactionnaires. Les dirigeants « de gauche » dont la phraséologie cache la détermination à renier le passé à la première occasion sont alors les plus pernicioseux.

De telles choses arrivent, bien sûr. La corruption, au sens littéral du terme, n'est pas inconnue dans le mouvement ouvrier britannique et, dans ses formes plus subtiles, elle est très répandue. Mais il est caricatural de penser, par exemple, que l'histoire de la Grande-Bretagne depuis la guerre peut être interprétée en termes de « trahisons » et il est idiot d'imaginer que la seule chose à faire soit de « construire une nouvelle direction » autour d'une quelconque secte pour ensuite l'offrir à l'attente des ouvriers.

La réalité est bien plus complexe. Les éléments d'une direction ouvrière existent déjà. Les activistes et militants qui maintiennent quotidiennement la vie syndicale et les organisations ouvrières constituent la direction en termes pratiques. Mais le fait que, typiquement, ils soient sous l'influence des idées réformistes ou staliniennes – ou d'idées plus réactionnaires encore – ne peut être expliqué en termes de « trahison ». Il faut l'expliquer à la fois à partir de leur propre expérience et par le manque d'une tendance socialiste révolutionnaire crédible et réaliste.

Le premier point a été essentiel pendant longtemps. Les politiques réformistes ont été couronnées de succès dans les économies développées tout au long des 20 dernières années. Pas toujours, et certainement pas pour tout le monde, mais pour suffisamment de monde et assez longtemps pour engendrer la croyance répandue que le réformisme est une solution viable.

Tandis que les conditions sont en train de changer, le second aspect acquiert une importance de plus en plus grande et une insistance trop grande sur le concept d'avant-garde peut devenir un véritable obstacle au processus de mise en relation des activistes et de la tradition.

Une des caractéristiques négatives du syndrome « direction/trahison » est la supposition que toutes les réponses sont connues à l'avance. Elles sont contenues dans un programme qui est définitif. Sauvegarder la pureté de ce programme est alors considéré comme la principale tâche des « happy few ». L'idée qu'il puisse y avoir de nouveaux problèmes nécessitant de nouvelles réponses, qu'il soit nécessaire d'apprendre de ses collègues de travail tout autant que d'enseigner, est malvenue. Et pourtant, c'est une idée fondamentale. L'omniscience n'est pas plus accordée aux organisations qu'aux individus. Une certaine dose de modestie, de souplesse, de conscience de ses propres limites est nécessaire.

Tout bien considéré, il est assez invraisemblable qu'un programme écrit, mettons, en 1938, contienne les solutions complètes à des problèmes surgis au cours des années 1970. Il est évident qu'au cours du processus de reconstruction d'un mouvement socialiste conséquent, de nombreux vieux concepts devront être modifiés. Les idées, au moins les idées utiles, opérationnelles, ont d'une façon ou d'une autre un lien avec les faits et c'est une platitude que de dire que le

monde au sein duquel nous travaillons subit des changements rapides.

En fait, le développement d'un programme, dans le sens d'une liste détaillée d'objectifs de transition, partiels, et de tactiques dans tous les domaines importants (un « plan d'action ») est inséparable du développement du mouvement lui-même. Il présuppose la participation d'un grand nombre de personnes qui sont elles-mêmes activement engagées dans ces domaines de la lutte. Le travail des révolutionnaires est de relier leur théorie et leurs objectifs aux problèmes et à l'expérience des militants de façon à réaliser une synthèse qui constitue à la fois un guide pratique pour l'action et un tremplin pour avancer plus loin. Une telle synthèse n'a de sens que si elle guide effectivement les activités des participants et est modifiée à la lumière de la pratique ou des changements dans les circonstances que cette pratique aura elle-même produit. Tel est le vrai sens de la « lutte pour un programme » qui est si souvent présentée comme un fétiche.

Le même genre de considérations s'appliquent lorsque l'on parle de « l'internationalisme ». L'internationalisme, c'est à dire la reconnaissance des intérêts communs à long terme des travailleurs partout dans le monde et la priorité donnée à ces intérêts par dessus toute considération catégorielle ou nationale, fait partie des bases du socialisme. Aujourd'hui, avec le poids grandissant et l'influence des grandes entreprises multinationales, c'est plus évident que jamais. Il ne peut y avoir d'organisation socialiste purement nationale. C'est un des mérites des différents groupes trotskistes d'avoir constamment insisté sur cette vérité fondamentale.

Pourtant la conclusion qu'ils en tirent souvent « on doit commencer par l'Internationale » est un autre exemple de l'influence déformante infligée par une sur-insistance sur la « direction ». Une « Internationale » qui n'est rien d'autre qu'un regroupement de sectes dans différents pays est une fiction. C'est une fiction néfaste parce que, comme l'expérience l'a montré, elle conduit à la folie des grandeurs et donc à s'évader des problèmes réels. La ridicule situation dans laquelle pas moins de 3 regroupements existent, chacun prétendant être la vraie Quatrième Internationale et échangeant des anathèmes tels les papes rivaux du moyen âge, indique suffisamment la banqueroute de l'ultra-avant-gardisme dans le domaine international.

Pour développer un véritable courant d'internationalisme – et sans un tel courant, parler d'une internationale n'est qu'un mensonge que l'on se fait à soi-même – il est nécessaire de commencer par relier les luttes concrètes des travailleurs dans un pays avec celles dans d'autres pays ; celles des travailleurs de Ford en Angleterre et en Allemagne, par exemple, des dockers à Londres et Rotterdam, etc. Ceci signifie qu'il faut partir de là où se trouvent effectivement les travailleurs, c'est-à-dire dans les différents pays. Cela signifie mettre de côté les idées grandioses de « direction internationale », « congrès mondiaux » et autres du même genre, au bénéfice de la tâche difficile de propagande et d'agitation dans son propre pays, tout en maintenant et en développant des liens internationaux qui, aussi limités soient-ils au début, auront un sens pour les travailleurs avancés en dehors du milieu sectaire.

Les rencontres et discussions entre groupes socialistes dans différents pays sont essentielles, les discussions théoriques sont essentielles, mais par dessus tout, c'est la création de liens entre les différents types de travailleurs qui est essentielle. Ce n'est que lorsque ceci aura été fait à une échelle considérable que les conditions préalables à la création d'une nouvelle Internationale seront réalisées. Dans la situation actuelle, l'analogie avec Marx et la Première Internationale est plus utile que celle avec Lénine et la Troisième. Mais aucune des deux ne nous donne un plan détaillé qui puisse être suivi mécaniquement.

Bien sûr, une fois que l'on a trié le bon grain de l'ivraie, il existe une importante part de vérité dans la notion d'avant-garde. Elle repose dans la reconnaissance du fait qu'il existe une immense hétérogénéité parmi les travailleurs au niveau de leur conscience, de leur confiance et de leur activité. Une proportion plutôt faible et toujours changeante est effectivement impliquée, d'une façon ou d'une autre, dans les activités des organisations de masse actuelles. Une fraction plus grande y est impliquée épisodiquement et la vaste majorité ne s'implique qu'au cours d'événements exceptionnels. De plus, même lorsqu'un grand nombre de travailleurs est engagé dans l'action, dans des grèves ou des luttes contre la hausse des loyers, etc., ces actions sont typiquement catégorielles et limitées dans leurs objectifs. La seule exception majeure, qui se produit plus ou moins régulièrement, c'est l'acte d'aller voter pour un parti qui est ressenti, d'une façon ou d'une autre, comme le parti du travailleur ; et c'est un acte dont le caractère est de plus en plus rituel. Et même à ce niveau, il faut se souvenir qu'à toutes les élections depuis la Seconde Guerre mondiale, environ un tiers de la classe ouvrière a voté à droite.

Poser ces faits bien connus est parfois considéré comme une sorte de trahison, une insulte à la classe ouvrière. Et pourtant ce n'est qu'une constatation, non seulement de ce qui existe réellement, mais de ce qui doit exister pour que le capitalisme sous sa forme « démocratique » puisse tout simplement se perpétuer. Une fois que de grands nombres de travailleurs agissent directement, collectivement et consciemment pour changer leurs conditions de vie, ils ne font pas que se changer eux-mêmes, ils sapent les bases mêmes sur lesquelles repose le système capitaliste. L'utilité d'un parti, c'est d'abord qu'il donne à la véritable avant-garde – la section la plus avancée et consciente des travailleurs et pas une secte de leaders autoproclamés – la confiance et la cohésion nécessaire pour entraîner les masses avec eux. Il s'ensuit qu'on ne peut parler d'un parti quand l'organisation ne contient pas cette minorité comme l'une de ses composantes principales.

Le problème de la passivité doit être considéré dans ce contexte. Comme il a souvent été dit, l'essence de la

passivité c'est le sentiment d'impuissance, d'incapacité à changer le cours des événements autrement que de façon marginale (et encore). L'extension de la passivité, l'augmentation de la « privatisation » [le fait de déconnecter ses problèmes privés du contexte social général et de ne s'intéresser qu'aux premiers NDT], le fait de tourner le dos au monde, est naturellement intimement lié au déclin de la capacité des politiques réformistes à fournir de véritables réformes tandis que la capacité du capitalisme international à éviter les restrictions nationales croît régulièrement. C'est pourquoi la passivité peut rapidement être transformée en son contraire si une alternative crédible se présente.

Cette alternative doit être plus qu'une simple collection d'individus liés par l'adhésion générale à une plate-forme. Elle doit aussi constituer un centre de formation mutuelle et de débats, afin d'élever le niveau du militant de base à celui du militant plus expérimenté, afin de fusionner les expériences et la vision des choses des travailleurs et intellectuels en col bleu ou en col blanc avec les idées du socialisme scientifique. Elle doit être un substitut aux institutions – écoles spéciales, universités, clubs, corpos, etc. – à travers lesquelles la classe dirigeante donne à ses cadres une vision, une tradition et une loyauté communes. Et elle doit le faire sans couper ses membres des collègues travailleurs parmi lesquels ils se trouvent.

Ce vieux serpent de mer, la question de savoir si la conscience socialiste émerge « spontanément » parmi les travailleurs où si elle est imposée « de l'extérieur » par des intellectuels n'a absolument aucun sens dans les conditions modernes. C'est strictement une non-question puisqu'elle suppose l'idée qu'il existe une vision du monde propre à la classe ouvrière, plus ou moins autonome, dans laquelle quelque chose est injecté. Que la vision ouvrière, plus ou moins homogène, du monde – si joliment dépeinte par des auteurs comme Hoggart – ait jamais été aussi autonome qu'on l'a souvent dit peut être discuté. De toutes les façons, elle est morte, tuée par le changement des conditions sociales et par dessus tout par les mass média. Il est plutôt ridicule de discuter pour savoir si l'on doit apporter des idées de « l'extérieur » à des travailleurs qui possèdent tous des postes de télé. Il est certain que la plupart des travailleurs et en particulier les plus militants voient les choses différemment des éditorialistes bon teint. Cela repose sur leur entière expérience de la vie. Mais les travailleurs ne sont pas des automates réagissant passivement à leur environnement. Tout le monde doit avoir une certaine image du monde, un cadre de référence dans lequel les informations viennent s'ajuster, un certain nombre de suppositions sur la façon dont marche la société. L'ensemble du vaste appareil de la communication de masse, des institutions éducatives etc., a pour fonction, entre autres, d'assurer ce que les sociologues appellent la « socialisation » et que les vieux wobblies appelaient « head-fixing » [bourrage de crâne. Wobblies : militants de l'International Workers of the World, syndicat révolutionnaire fondé aux USA au début du 20^{ème} siècle, NdT]. Les suppositions qui arrangent la classe dirigeante sont notre pain quotidien à tous. Les individus, qu'ils soient chauffeurs de bus ou professeurs d'esthétique, peuvent résister au processus de conditionnement jusqu'à un certain point. Seule une collectivité peut développer systématiquement une vision du monde alternative, peut dépasser jusqu'à un certain degré la division entre travail manuel et travail intellectuel qui impose à tout le monde, aux travailleurs comme aux intellectuels, une vision partielle et fragmentée de la réalité. Ce que Rosa Luxemburg appelait « la fusion de la science et des travailleurs » est impensable en dehors d'un parti révolutionnaire.

Un tel parti ne peut pas être créé autrement que sur une base radicalement démocratique ; si, dans sa vie interne, les controverses vigoureuses ne sont pas la règle et si différentes tendances et nuances d'opinion n'y sont pas représentées, un parti socialiste révolutionnaire ne peut pas s'élever au dessus du niveau de la secte. La démocratie interne n'est pas un luxe facultatif. Elle est vitale à la relation entre les membres du parti et ceux parmi lesquels ils travaillent.

Ce point a été bien illustré par Isaac Deutscher lorsqu'il décrivait les partis communistes à la fin des années 1920 et au début des années 1930 :

En Europe, lorsque le militant communiste avait à défendre ses idées devant un auditoire de travailleurs, il y rencontrait généralement un opposant social-démocrate dont il devait réfuter les arguments et contrer les slogans. Le plus souvent, il en était incapable parce qu'il n'avait pas l'habitude du débat politique qui n'était pas cultivé au sein du parti et parce que sa formation le rendait incapable de prêcher à d'autres qu'à des convertis. Il ne pouvait pas s'attaquer en profondeur aux arguments de son opposant parce qu'il devait penser sans arrêt à sa propre orthodoxie (...) Il ne pouvait que proposer avec un fanatisme mécanique une liste d'arguments et de slogans qu'on lui avait prescrits ; (...) Lorsqu'on le sommait, comme on le faisait souvent, de répondre aux critiques sur l'Union soviétique, il pouvait rarement le faire de façon convaincante, ses prières à la patrie des travailleurs et ses hosannas pour Staline ne faisaient que le couvrir de ridicule devant des gens qui avaient un tant soit peu la tête sur les épaules. Cette inefficacité de l'agitation stalinienne fut la raison principale pour laquelle, au bout de nombreuses années, même dans les circonstances les plus favorables, elle ne parvint que très peu ou pas du tout à marquer des points contre le réformisme social-démocrate.

Des exemples plus récents viennent facilement à l'esprit.

L'auto-éducation des militants est impossible dans une atmosphère stérile d'obéissance à l'orthodoxie. La confiance en soi et dans ses idées se développent dans le véritable débat qui se déroule dans une atmosphère où les différends peuvent être librement et ouvertement discutés. Le « parti monolithique » est un concept stalinien. L'uniformité et la

démocratie sont mutuellement incompatibles.

Naturellement, un parti ne peut être un fourre-tout au sein duquel absolument n'importe quelle position est représentée. Les frontières du statut de membre sont déterminées par l'adhésion sérieuse à l'objectif ultime : le contrôle démocratique et collectif sur l'industrie et la société par les travailleurs. A l'intérieur de ces limites, une grande variété de vues sur tel ou tel aspect de la stratégie et de la tactique est nécessaire et inévitable dans une organisation démocratique. La chasse à l'hérésie caractéristique de certaines sectes est un but marqué contre son camp ; une atmosphère de fanatisme quasi religieux est incompatible avec la réintégration de la tradition socialiste au sein de couches plus larges de la classe ouvrière.

La discipline qui est certainement nécessaire dans toute organisation sérieuse peut émerger de deux façons différentes. Elle peut venir d'un système d'unanimité artificielle imposée par une série d'édicts et de prescriptions, un système qui est contre-productif dans tout groupe social ; elle peut émerger d'une tradition commune de loyauté construite sur la base du travail commun, de l'éducation mutuelle et d'une relation attentive à l'activité spontanée des travailleurs.

La spontanéité est un fait. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Simplement que des groupes de travailleurs qui ne sont actifs dans aucune organisation politique, ni même dans un syndicat, entrent en action pour défendre leurs intérêts ou en solidarité avec d'autres travailleurs. Du point de vue des organisations, l'action est « spontanée » ; mais du point de vue des travailleurs concernés, elle est consciente et délibérée. Cette activité a lieu à tout moment et reflète l'aspiration à l'auto-gouvernance qui est diffuse chez les travailleurs, même parmi ceux qui sont souvent considérés comme « arriérés ». C'est une expression essentielle de la lutte des classes. Sans elle, les militants conscients seraient suspendus dans le vide. Pour utiliser une analogie ressassée mais utile, c'est la vapeur qui actionne les pistons des organisations de la classe ouvrière.

Les pistons sans vapeur sont inutiles. La vapeur non-canalalisée n'a que des effets limités. On n'a pas à choisir entre la spontanéité et l'organisation, l'une et l'autre sont deux aspects du processus au travers duquel des couches de plus en plus larges de travailleurs peuvent prendre conscience de leur situation et de leur capacité à la changer. Le développement de ce processus dépend du dialogue, de militants conscients capables aussi bien d'argumenter que d'écouter, qui comprennent les limites d'un parti aussi bien que ses forces et qui sont capables de trouver des ponts entre la conscience actuelle de leurs collègues travailleurs et les idées politiques nécessaires pour réaliser les aspirations enterrées dans cette conscience.

Il arrive parfois que même les meilleurs militants se trouvent dépassés par les événements et adoptent, plus ou moins longtemps, une position plus à droite que des travailleurs jusque là passifs. C'est une expérience familière des militants syndicaux de base. Des slogans et des revendications qui n'étaient autrefois acceptables que par les gens les plus conscients peuvent très soudainement apparaître trop limités à la majorité lorsqu'une lutte se développe au delà de ce que l'on attendait. Inévitablement, l'expérience et les connaissances plus grandes des militants induisent une certaine prudence qui est normalement appropriée mais qui, dans une situation qui change rapidement, peut parfois devenir une véritable barrière au progrès de la lutte. La même tendance est vouée à se reproduire au sein d'une organisation. C'est là le point valide dans la critique faite par Cohn-Bendit aux partis socialistes révolutionnaires.

Ce danger est inhérent à la nature de notre environnement. Un changement soudain dans le niveau de conscience de tel ou tel groupe ne peut pas toujours et même généralement être prédit. Ce qui peut être prédit c'est qu'une attention suffisante pour les détecter rapidement et la souplesse pour réagir correctement seront nécessaires.

Ni l'existence de tels changements de climat spontanés, de soulèvements inattendus, ni la fréquente tendance à la « prudence » parmi les couches de militants expérimentés et engagés ne constituent des arguments valables contre un parti. Au contraire, étant donnée l'hétérogénéité de conscience, la division industrielle et géographique de la classe ouvrière, un parti, un parti centralisé de fait, est essentiel pour donner à des actions diverses lancées par des groupes différents de travailleurs la cohésion et la coordination sans laquelle leur effet sera limité à des gains locaux et catégoriels.

C'est un argument contre cette caricature bureaucratique du parti, le stalinisme, que la gauche confond avec l'original. Un des exemples choisis par Cohn-Bendit pour illustrer le conservatisme des partis, le fait qu'en juillet 1917, le Parti bolchevik traînait derrière les travailleurs de Petrograd et essayaient de restreindre et de limiter leurs manifestations éclaire très bien ce point. Le parti était pris dans un dilemme inhérent aux conditions inégales du mouvement à travers la Russie. Comme l'écrivit Trotsky : « D'un côté, l'on craignait que Pétrograd ne vienne à s'isoler de la province retardataire, mais, de l'autre, on espérait qu'une intervention énergique et active partant de Pétrograd pourrait, seule, sauver la situation. ». Ce « conservatisme » reflétait la pression exercée par les membres du parti dans d'autres centres qui, eux-mêmes, transmettaient en retour le climat dans les milieux ouvriers de ces centres. Le fait qu'il existait un parti assez souple pour réagir à ces pressions a probablement permis d'éviter en 1917 une répétition de la tragédie de la Commune de Paris. Ceci bien sûr constitue la plus extrême des situations possibles mais des problèmes similaires apparaissent dans toutes les phases du développement.

Un parti révolutionnaire est donc nécessaire. Mais un tel parti a été nécessaire pendant longtemps. Pourquoi devrait-on penser qu'il est possible de le créer dans les années 1970 ?

Pour l'essentiel les arguments reposent sur l'analyse de la crise mondiale développée dans *International Socialism*, et plus particulièrement sur la thèse voulant qu'au cours du changement actuel des conditions du capitalisme, les politiques réformistes vont être de plus en plus incapables d'apporter les solutions partielles aux problèmes des travailleurs qu'elles ont pu apporter au cours des décennies écoulées depuis la guerre. Voilà pour le facteur objectif.

Le facteur idéologique le plus important est le déclin du pouvoir idéologique du stalinisme. Il est difficile de surestimer l'influence passée qu'a eu le stalinisme sur la gauche et ses effets, directement ou par ricochet, sur la possibilité de construire une alternative. Pendant maintenant 15 ans, cette influence s'est érodée, lentement au début et maintenant de plus en plus vite. Aujourd'hui elle est en train de se désintégrer complètement. Cette décomposition idéologique ne doit pas être confondue avec la disparition organisationnelle des partis communistes.

Même si le Parti communiste britannique a effectivement décliné, ce n'est pas là l'important. Il a encore la confiance d'une bonne partie des militants ouvriers. Mais il ne l'a plus sur la même base qu'avant. Ce n'est plus un parti stalinien. Toute une série de tendances existent à l'intérieur du parti et maintenant que l'infaillibilité papale de Moscou est discréditée pour toujours, le parti monolithique ne peut plus être restauré.

Le groupe dominant dans le Parti, la direction de Gollan, est, dans les faits, réformiste. Qu'il veuille, comme le soupçonnent certains critiques, dissoudre le Parti dans le Parti travailliste, où qu'il s'accroche, comme c'est plus probable, à l'illusion qu'il y a la place dans la politique britannique pour un deuxième parti réformiste, fait peu de différence. Comme obstacle au regroupement à gauche, le Parti perd rapidement de sa force.

La gauche du Parti travailliste n'est plus, non plus, la force qu'elle était. C'est en partie le reflet du déclin du Parti communiste, car toute aile gauche travailliste s'est toujours fortement appuyée sur la base communiste dans les syndicats. C'est aussi, en partie, un effet du déclin des organisations de base du Parti travailliste – organisations de jeunesse et groupes locaux – qui est devenu si marqué au cours des dernières années. Il y a toujours de véritables socialistes parmi les militants ou même les membres passifs du Parti travailliste. Mais il semble improbable, quoi que pas impensable, qu'un quelconque courant massif à gauche se développe dans le parti.

Les bases pour commencer à construire un parti socialiste révolutionnaire existent parmi ces militants ouvriers qui autrefois regardaient vers le PC, parmi des couches de plus en plus nombreuses de jeunes travailleurs radicalisés et d'étudiants et parmi les groupes révolutionnaires.

Le dernier point est un problème important et difficile. Les causes profondes de toutes sortes de sectarismes, un fléau qui a touché la gauche britannique, sont dans l'isolement des socialistes révolutionnaires d'une participation effective et influente dans les luttes de masse. L'isolement diminue rapidement mais ses effets négatifs – l'exacerbation de divergences secondaires, la transformation de divergences tactiques en questions de principes, le fanatisme semi-religieux qui peut donner à un groupe une capacité de survie considérable dans des conditions défavorables mais qui retarde son potentiel à un développement réel, le conservatisme théorique et un aveuglement à percevoir les aspects nouveaux de la réalité – tout ceci persiste. Ces difficultés seront dépassées quand, et uniquement quand, une pénétration sérieuse aura été effectuée parmi des couches d'étudiants et de travailleurs en dehors des cercles sectaires. Le groupe *International Socialism* veut faire une contribution significative dans ce sens. Sans entretenir aucune illusion sur le fait qu'il est « la direction », le groupe existe pour réaliser une contribution théorique et pratique pour la régénération du Socialisme en Grande-Bretagne et internationalement.